

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France**
Unité territoriale des Yvelines

**Arrêté n°2014142-0001 portant mise en demeure
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société LAFARGE GRANULATS FRANCE à Saint-Martin-la-Garenne**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°06-084/DDD en date du 11 août 2006 autorisant la société LAFARGE GRANULATS FRANCE à exploiter une carrière de sables et de graviers sur la commune de Saint-Martin-la-Garenne, lieux-dits « Les Foncières », « Les Barbières » « Derrière la Chapelle » pour une durée de huit ans ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 13 août 2013 transmis à l'exploitant par courrier daté du même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 27 août 2013 dans lequel l'exploitant formule des observations sur le rapport d'inspection susvisé ;

Vu le courrier du 15 octobre 2013 de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE relatif au démantèlement et à la remise en état de l'emprise du convoyeur à bande T9bis et de la piste attenante ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 29 avril 2014 transmis à l'exploitant par courrier daté du même jour conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriers en date des 12 et 19 mai 2014 ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du site susvisé en date du 15 juillet 2013, l'inspecteur de l'environnement a notamment constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas matérialisé et signalé l'interdiction d'accès à une partie de la carrière « Les Foncières – Les Barbières – Derrière la Chapelle » conformément à l'article III-14 « Interdiction d'accès » de la section 3 « Sécurité du public » du chapitre III « Dispositions particulières aux carrières » de l'arrêté préfectoral n°06-084 DDD du 11 août 2006 ;

- l'exploitant n'a pas informé le Préfet de la modification des conditions d'exploitation de la carrière « Les Foncières - Les Barbières - Derrière la Chapelle » en reliant le convoyeur de cette carrière au convoyeur de la carrière du « Bois de la plaine » par une portion de convoyeur traversant un espace boisé classé au plan d'occupation des sols (POS) de St-Martin-La-Garenne où tout changement d'affectation, tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements, est interdit conformément à l'article L.130-1 du code de l'urbanisme, en méconnaissance de l'article II-2 « Modifications » du Chapitre II « Dispositions Générales » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2006 susvisé ;

Considérant que, par courrier du 27 août 2013, l'exploitant propose de renforcer la sécurité sur la zone de la carrière traversée par des tiers et de phaser les travaux de remise en état de l'espace boisé classé du POS de Saint-Martin-La-Garenne à l'horizon 2017 ;

Considérant que l'exploitant a notamment proposé à l'inspection des installations classées, par courrier du 15 octobre 2013, un échéancier accompagné d'un plan illustrant le démantèlement et la remise en état de l'emprise du convoyeur à bande T9bis et de la piste attenante ;

Considérant que les non conformités subsistantes constituent un manquement aux dispositions de l'article III-14 intitulé « Interdiction d'accès » de la section 3 (Sécurité du public) du chapitre III (DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES) de l'arrêté préfectoral n°06-084 DDD du 11 août 2006 susvisé et de l'article II-2 intitulé « Modifications » du chapitre II (Dispositions Générales) du même arrêté préfectoral du 11 août 2006 ;

Considérant toutefois que, par courriers des 12 et 19 mai 2014, l'exploitant a demandé la modification des conditions d'exploitation en excluant temporairement des périmètres des carrières les emprises foncières empruntées par le public. A l'appui de sa demande, il a fourni un plan levé par un géomètre expert, la liste parcellaire et les surface concernées par l'exclusion temporaire ;

Considérant que le dossier de l'exploitant vise à respecter les prescriptions de l'article III-14 intitulé « Interdiction d'accès » de la section 3 (Sécurité du public) du chapitre III (DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES) de l'arrêté préfectoral n°06-084 DDD du 11 août 2006 susvisé ;

Considérant que, face aux manquements constatés et suite au courrier de l'exploitant du 19 mai 2014, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAFARGE GRANULATS FRANCE de respecter les prescriptions de l'article II-2 du chapitre II de l'arrêté préfectoral du 11 août 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société LAFARGE GRANULATS FRANCE exploitant une carrière alluviale aux lieux-dits « Les Foncières », « Les Barbières » « Derrière la Chapelle » sur la commune de Saint-Martin-la-Garenne est mise en demeure, dans le délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article II-2 « Modifications » du chapitre II « Dispositions Générales » de l'arrêté préfectoral n°06-084 DDD du 11 août 2006, en régularisant sa situation concernant les modifications apportées au voisinage de la carrière « Les Foncières – Les Barbières – Derrière la Chapelle » qui doivent être conformes au règlement du plan d'occupation des sols de la commune de Saint-Martin-La-Garenne. Cela se traduira par le démantèlement et la remise en état de l'emprise du convoyeur à bande T9bis et de la piste attenante, ainsi que le dépôt d'un dossier de modification des conditions d'exploitation sur le nouveau tracé du convoyeur.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société LAFARGE GRANULATS FRANCE et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Saint-Martin-la-Garenne,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- commandant du groupement de gendarmerie des Yvelines,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **22 MAI 2014**

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines,


Henri KALTEMBACHER

